



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 34 – 20 octobre 2021

En bref

Le prix moyen du gaz liquéfié (GPL) à l'échelle nationale devrait atteindre 26,73 pesos/kg entre le 17 et le 23 octobre, son coût le plus élevé de l'année, selon la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE). Les prix maximums fixés par la CRE depuis le 1er août ont perdu leur effet réducteur en raison des prix élevés du propane au niveau international.

Sur les 12 dernières semaines, le prix du GPL a ainsi augmenté de 16,6%. Les 5 entités ayant enregistré les plus fortes hausses sont le Chiapas (15,2%), Tamaulipas (13,5%), Chihuahua (10,6%), Nuevo Leon (9,7%) et Zacatecas (9,3%).

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,1% G.M.

L'activité économique en septembre 2021.

Zoom sur : La détérioration de l'Etat de droit en Amérique centrale

Dans l'indice annuel de l'Etat de droit publié par le groupement international World Justice Project, tous les pays de la zone Amérique centrale ont vu leur rang reculer. En effet, le groupement international World Justice Project a publié son indice annuel sur l'Etat de droit. Il met en exergue la détérioration pour la quatrième année consécutive de l'Etat de droit dans une majorité des pays du monde. Dans un contexte d'extension de la couverture de l'indice (139 pays contre 129 en 2020), tous les pays de la zone ont vu leur rang reculer, le Costa Rica se plaçant dès lors 31e sur 139 (25e sur 129 en 2020), le Panama 71e (63e en 2020), le Belize 93e (89e), El Salvador 95e (84e), le Guatemala 109e (101e), le Honduras 126e (116e) et enfin le Nicaragua 131e (118e en 2020).

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 20 octobre, le Mexique enregistrait 285 347 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,76% en une semaine. 3 767 758 cas confirmés ont été enregistrés (+0,77% en une semaine). Au 19 octobre, 53,34% de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

La chambre des députés a approuvé dans son ensemble la loi fiscale 2022 à 260 voix contre 218. Selon l'opposition, même s'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, le projet de loi contient des dispositions qui nuisent aux contribuables en termes de déductibilité. De plus, l'opposition a regretté que la loi ne contienne aucun stimulus à l'activité productive ou pour soutenir les ménages mexicains. L'opposition a ainsi émis 350 réserves. Le projet de loi comprend entre autres des modifications de la TVA, de l'ISR, de l'IEPS, des douanes, de la taxe sur les voitures neuves et du Code fédéral des impôts (CFF).

Dans 5 des 15 États qui ont récemment tenu des élections, les gouverneurs sortants ont légué une dette supérieure à celle qu'ils avaient reçue : notamment en Baja California, avec une hausse de 35,9 % de la dette ; Sonora, avec une augmentation de 5,8 % ; Nayarit, avec 1,4 % ; Colima, 0,2 % ; et Nuevo León, 1,8 %, selon les indicateurs du ministère des finances. 8 autres états ont réussi à réduire leurs dettes en termes réels : on compte par exemple le Michoacán, avec une diminution de 11,3 % de sa dette ; Sinaloa, avec une baisse de 16,7 % ; Chihuahua, avec -19,2 % ; Campeche, -11,5 % ; San Luis Potosí, -26,3 % ; Zacatecas, -25,5 % ; Baja California Sur, -31 % ; et Guerrero, -51,7 %.

3 ECONOMIE

La croissance potentielle de l'économie mexicaine pourrait passer sous la barre des 2% dans les années à venir, en raison de la persistance d'une inflation élevée, d'un environnement commercial incertain, et de la faible reprise du marché du travail. Au cours des quatre dernières décennies, la croissance économique mexicaine a été de 2,5% en moyenne. Le ministère des finances estime que d'ici 2022, le taux de croissance potentiel du PIB sera de 2,4%. Toutefois, ce potentiel pourrait diminuer dans les années à venir face à divers facteurs négatifs comme le manque d'investissement, en raison d'un certain nombre d'opportunités non mises à profit (la transition énergétique ou la régionalisation des chaînes de production), mais aussi les prix élevés qui confrontent les ménages et les entreprises à un environnement plus incertain pour la prise de décision, faussant ainsi la consommation, l'épargne et l'investissement et conduisant à une allocation inefficace des ressources, ce qui affecte la productivité et la croissance potentielle de l'économie.

L'activité économique au Mexique a enregistré une légère hausse en septembre 2021, selon l'indicateur global de l'activité économique. Elle a augmenté de (0,1% g.m) malgré une activité négative pour le secteur manufacturier (-0,5% g.m) et des services en quasi-stagnation (0,1% g.m) en raison de l'épidémie. Les niveaux de production n'ont pas encore récupéré de la baisse mensuelle de 1,1% enregistrée en juin selon l'Inegi, et ces chiffres impliquent un trimestre de stagnation pour le PIB par rapport au trimestre précédent. Toutefois, en glissement annuel, l'indicateur enregistre une augmentation de 5% g.a. en septembre, sa plus faible augmentation depuis mars 2021.

Les retraits partiels dans les produits de retraite (Afores) pour cause de chômage ont enregistré un total de 16,3 Mds MXN (815 M USD) sur les 9 derniers mois, soit une augmentation de 13% par rapport à la même période de l'année dernière.

Le consensus des analystes consultés par Citibanamex indique que l'inflation clôturera l'année 2021 à un taux annuel de 6,5%, soit une augmentation de près de 20 points de base par rapport à l'enquête d'il y a quinze jours, où la médiane de l'exercice était de 6,31%. Pour 2023, les spécialistes prévoient que le niveau général des prix se situera dans la fourchette cible de la Banco de México (3% +/- un point de pourcentage), puisqu'il clôturerait à 3,83 %.

La Chambre de commerce internationale du Mexique estime que l'approbation de la réforme de l'électricité du président AMLO aurait un impact négatif d'au moins 44 Mds USD sur les investissements privés dans le secteur de l'électricité. L'incertitude générée par le gouvernement mexicain au cours des deux dernières années a poussé les investisseurs privés du secteur électrique à déplacer leurs projets vers l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Ce montant est supérieur aux remesas qui sont entrées au Mexique en 2020: 40,6 Mds USD.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La Bourse Mexicaine de Valeurs (BMV) a indiqué avoir obtenu un excédent brut d'exploitation (EBE) de 541 M MXN (27 M USD) au troisième trimestre 2021, soit 6% de moins que pour la même période l'an passé. Les revenus de la société étaient entre juillet et septembre 4% moins élevés alors que les bénéfices nets étaient 6% plus élevés qu'en 2020 sur la même période.

La hausse de la consommation, les progrès de la vaccination et la croissance de la mobilité favoriseront les résultats du T3 2021 pour Asea, Liverpool, Groupe aéroportuaire du Centre-Nord, du Sud-Est et du Pacifique. A l'inverse, des chiffres négatifs sont attendus pour José Cuervo, Kimberly Clark de Mexico, Televisa et Gruma. L'enquête d'El Financiero avec les estimations de Bloomberg, Barclays, Banorte, CI Banco, Intercam, Vector, Monex et Intercam révèle que les sociétés qui composent l'indice de la bourse mexicaine (S&P, BMV IPC), à l'exception des banques, enregistreront une croissance de 9% des ventes, de 29% des flux opératifs (EBITDA) et de 31% du bénéfice net par rapport au T3 2020. Toutefois, la dépréciation de la monnaie mexicaine, des taux d'intérêt plus élevés et les pressions inflationnistes dues à la hausse des prix des produits de base augmenteront le coût financier des entreprises, ce qui aura un impact négatif sur les recettes.

Depuis le début de l'année, 4 327 nouvelles entreprises ont été créées dans l'état du Nuevo León (NL), soit un total de 74 025 entreprises enregistrées auprès de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) à la fin du mois de septembre. En septembre, l'agence gouvernementale a indiqué que 1 800 nouvelles entreprises ont été créées dans l'État par rapport au mois précédent, seul le secteur extractif a enregistré une baisse (-4 entreprises). Les secteurs qui ont créé le plus grand nombre net de nouvelles entreprises au cours de l'année sont les services aux entreprises, qui ont déclaré 20 258 entreprises, soit 1 367 de plus qu'en décembre de l'année dernière ; le commerce, avec 19 888 entreprises, soit 1 000 de plus qu'à la fin de 2020 ; et le secteur de la construction, avec 845 entreprises de plus, clôturant le mois de septembre avec 11 794 entreprises.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 20/10/2021
Bourse (IPC)	+0,94%	+35,24%	52 298,2 points
Taux de change USD/MXN	-2,5%	-4,29%	20,26
Taux de change EUR/MXN	-1,22%	-5,77%	23,54
Prix du baril mexicain	+3,4%	+106,07%	77,78

<https://secureservercdn.net/50.62.198.97/34n.8bd.myftpupload.com/wp-content/uploads/2021/10/GFI-LAC-Financial-Crime-Report.pdf>

2. Costa Rica

Les banques costariciennes ont prêté près de 1,3 Mds USD par l'intermédiaire de prêts bonifiés de la Banque Centrale aux clients affectés par la pandémie. Selon la Banque Centrale, le montant alloué aux prêts bonifiés représente 98% du total de la somme fournie par l'entité émettrice afin de favoriser la réactivation économique. Au total, plus de 26 000 clients ont pu bénéficier de ces prêts bonifiés. 44% de ses ressources se sont destinés aux ménages, 30,6% aux TPE-PME et 25,6% aux grandes entreprises. L'entité financière mentionne que la majorité des prêts ont servi à des arrangements de paiement et réajustement de prêts (78,4%), et refinancements (10,5%). Les 11% restants ont permis de financer de nouveaux crédits. Cette mesure exceptionnelle mise en place par la Banque Centrale, a permis d'atténuer les effets négatifs de la crise économique, à la fois sur la consommation, l'emploi et la production.

3. El Salvador

La compagnie aérienne Volaris devient officiellement la seconde compagnie nationale salvadorienne. Elle aura son siège dans le pays, où sa flotte (composée de 94 airbus) sera également enregistrée. Volaris a dans le même temps annoncé qu'elle prévoyait d'accepter les paiements en bitcoins. Cette compagnie ultra low cost mise sur le tourisme, les visites de familles centraméricaines venant notamment des Etats-Unis et les voyages d'affaires. Volaris profitera aussi de la présence au Salvador d'Aeroman, la principale société de maintenance

Amérique centrale

1. Région

Le rapport sur la criminalité financière en Amérique Latine du cercle de réflexion américain Global Financial Integrity met en avant l'ampleur des flux financiers illicites dans la région dus principalement à la corruption, au trafic de drogue et au trafic de migrants. En moyenne, les revenus issus d'activités financières illégales comptent pour 2 à 5% du PIB des pays d'Amérique centrale. Les experts ont établi une note moyenne pour l'Amérique latine de 2,47/5 pour mesurer les efforts des pays pour lutter contre les crimes financiers. Le rapport dresse enfin plusieurs recommandations comprenant notamment l'amélioration des programmes d'assistance technique américaine, la création de tribunaux dédiés à la criminalité financière dotés de procureurs formés à ces questions techniques ou encore la prise en considération dans les rapports du GAFI de l'utilisation politique des lois anticorruption. Le rapport complet peut être consulté à ce lien.

aéronautique d'Amérique latine. La compagnie aérienne exploite actuellement des lignes au Mexique, aux États-Unis, au Costa Rica, au Guatemala et au Salvador, et a transporté près de deux millions de passagers depuis 2015.

4. Guatemala

La Commission nationale des salaires, composée du patronat, des syndicats et du gouvernement, a conclu la phase de discussions de revalorisation des salaires pour 2022 sans accord, pour la deuxième année consécutive. La vice-ministre de l'administration du travail, qui a recommandé que l'inflation (estimée à 4,5% à fin 2021 par la Banque centrale) soit prise en compte, s'est abstenue de voter face aux deux propositions syndicales. Le choix reviendra donc au Président Giammattei qui avait décidé l'année passée de reconduire en 2021 les salaires minima de 2020.

Alors que la crise du commerce maritime mondial affecte les importations guatémaltèques, des études pour réactiver le service ferroviaire au Guatemala sont en cours, 25 ans après sa dernière utilisation. Deux acteurs locaux sont au centre des actions menées. La Fegua, propriétaire des lignes de chemin de fer au Guatemala, a investi 17 M GTQ pour la supervision des rails et autres activités logistiques. Par ailleurs, Ferrovías, qui possède un contrat d'usufruit sur l'ensemble de la ligne de chemin de fer et l'exclusivité de l'exploitation, a annoncé que l'entreprise mexicaine Remed leur avait proposé un investissement pour la réhabilitation de la ligne Ayutla - Puerto San Jose aussi appelé Train du bicentenaire.

5. Honduras

Les autorités ont inauguré le nouvel aéroport international de Palmerola, partagé avec les forces armées américaines et qui remplacera à terme l'aéroport de Toncontin. Le coût des installations s'élève à 200 MUSD et comprend notamment une piste de 2.800 mètres et un terminal de 39.000 m². L'aéroport sera exploité par la société hondurienne Emco et un opérateur allemand (Aéroport international de Munich), pour une concession de 30 ans. Ce nouvel aéroport sera opérationnel dans un mois et viendra remplacer l'actuel aéroport national, qui accueille 800.000 passagers par an et est considéré comme l'un des plus dangereux au monde de par sa courte piste (2000 mètres) se terminant par un ravin.

Le Président Hernández a annoncé la signature d'un décret exécutif pour affirmer la souveraineté du Honduras sur le Golfe de Fonseca. Cette zone stratégique, frontière naturelle entre le Honduras, El Salvador et le Nicaragua et composée de 25 îles, est sujette à de fortes tensions depuis l'indépendance des pays de la région. Malgré des arrêts de la Cour de justice internationale de La Haye reconnaissant notamment la souveraineté de trois milles nautiques de la côte de chaque nation, l'île de Conejo notamment cristallise encore les tensions. Le Honduras, dont ce golfe est la seule porte sur le Pacifique, cherche à étendre son influence pour créer un « corridor sec » reliant les deux océans. Le chef de l'Etat a précisé que les forces armées allaient être déployées pour défendre cette zone.

6. Nicaragua

L'Organisation des Etats Américains a approuvé, avec 26 votes en faveur, 7 abstentions et une absence (celle du Nicaragua), une résolution demandant au régime Ortega de « résoudre immédiatement » la crise politique et sociale que

traverse le pays. Plusieurs pays ont appelé à la libération immédiate des prisonniers politiques et de la société civile. Les représentants se sont par ailleurs émus de l'absence de considération à l'égard de leurs recommandations pour la tenue d'élections libres et justes. Enfin, la résolution prévoit d'adopter d'autres actions contre le pays si le climat politique ne s'améliore pas. Le Nicaragua avait annoncé ne pas participer à la réunion, pour critiquer l'ingérence de l'OEA sur des sujets incombant uniquement aux citoyens nicaraguayens et préciser « que sa souveraineté ne se discutait pas ». Le gouvernement Ortega a directement réagi à la résolution en la rejetant arguant que l'OEA agit « grossièrement, illégalement, inamicalement et anticonstitutionnellement sur nos sujets internes ». Le Guatemala, le Honduras et le Mexique se sont abstenus lors du vote.

7. Panama

Le marché du travail panaméen reste incertain. Bien que certains secteurs économiques montrent des signes de récupération, les perspectives, à court terme, relatives au marché du travail, sont assez peu optimistes. 80 000 contrats de travail sont toujours suspendus selon les chiffres du Mitradel, et les projections de chômage pour la fin de l'année 2021 atteignent les 20%. A partir du 1er novembre, l'ensemble des contrats suspendus devraient être réactivés. Néanmoins, et on a déjà pu le constater, beaucoup de ces contrats prendront fin en novembre. Par ailleurs, selon un sondage de la CCIAP, 43% des enquêtés déclaraient peu probable de conserver leur emplois dans les 6 prochains mois. Selon René Quevedo, économiste, seul un plan massif d'investissements publics permettrait de générer de nouveaux emplois. Autrement dit, la création d'emploi doit être au centre des priorités des pouvoirs publics panaméens. Actuellement, la croissance panaméenne n'est pas considérée

comme une croissance génératrice d'emploi, car portée essentiellement par le commerce international.

Le Panama, pays hôte de la première réunion des régulateurs du marché boursier de la région. Les Superintendants de la République Dominicaine, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Costa Rica, du Nicaragua ainsi que du Panama se sont ainsi retrouvés afin d'échanger sur leurs expériences respectives et les défis auxquels ils font face. Cette rencontre, organisée par la Superintendance des marchés boursiers de Panama, a pour véritable objectif de réaliser une convergence de l'activité boursière au Panama, qui souhaiterait devenir le hub du registre boursier de la région. Par ailleurs, le Panama ne perd pas de vue la finalité de renforcer son image au sein de la région, comme bon élève en matière de prévention de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

La vente de voitures neuves, indicateur de récupération économique. Les principaux indicateurs relatifs à la consommation interne au Panama indiquent presque tous une augmentation de la demande panaméenne, ce qui marque une dynamique de reprise économique pour le Panama. Parmi ses indicateurs de consommation, on distingue la vente de véhicules neufs, qui a augmenté de 98,4% entre janvier et août 2021, totalisant la vente de près de 25 000 voitures. L'augmentation de ces ventes explique aussi la hausse des prix du carburant.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le Président Luis Abinader, accompagné du ministre du Tourisme, a inauguré le début des travaux à las Galaras dans la province de Samana. Un investissement de 176 M DOP est prévu pour reconstruire la Place des Vendeurs, réhabiliter l'accès piétonnier à la plage et améliorer le système de drainage des eaux pluviales. L'objectif principal du projet est d'améliorer les infrastructures dans ce secteur pour renforcer le tourisme.

La Direction générale des impôts internes (DGII) a indiqué avoir collecté 555 M DOP au cours de la période janvier-août 2021. La DGII a déclaré que ce prélèvement avait dépassé respectivement de 25,4% et de 15,1% le total d'impôt collecté sur la même période en 2020 et 2019. Ces résultats s'expliquent directement par la reprise suite à la crise économique et la récession causée par la pandémie de COVID-19.

2. Cuba

L'unification monétaire et cambiaire a provoqué des pertes pour 488 entreprises publiques depuis le début de l'année 2021. Marino Murillo, économiste chargé par le parti communiste cubain (PCC) de la mise en place de la réforme monétaire, a reconnu que l'inflation engendrée par les mesures a été supérieure à ce qui avait été envisagé par le gouvernement, et qu'elles ont engendré des pertes économiques pour au moins 488 entreprises étatiques depuis le début de l'année. Parmi ces entreprises devenues non rentables, on compte 82% d'entreprises du secteur agricole et agroalimentaire, dont

notamment des entreprises des groupes AZCUBA (secteur sucrier), et GEIA (industrie de production alimentaire). En dépit de ces difficultés économiques, Miguel Diaz-Canel et son 1er ministre Manuel Marrero ont réitéré la volonté politique que les entreprises publiques soient les plus productives du pays, et ont souligné les mesures de flexibilisation et d'autonomie qui ont été mises en place depuis le début de l'année à cet effet.

Cuba vient de trouver un accord de rééchelonnement de sa dette bilatérale avec la Russie. Le ministère des Finances de Russie a publié un communiqué qui relaie la signature d'un accord bilatéral indiquant que Moscou accepte un moratoire de 2 ans sur le paiement du prêt souverain que Cuba a cessé de payer en 2020. Il est précisé que l'impayé atteint les 57M USD, mais qu'entre 2022 et 2027, le gouvernement devra amorcer le paiement des échéances en retard, avec des intérêts à hauteur de 11M USD. La Russie avait, entre 2006 et 2019, fourni à Cuba des crédits à l'importation à hauteur de 2,3 Mds USD dans divers secteurs (agricole, métallurgie, transport, énergie). Ces négociations ont eu lieu en parallèle avec la résolution d'impayés avec d'autres entités exportatrices russes. La Russie a accepté que les difficultés actuelles subies par l'économie cubaine, justifiaient la cessation de paiement temporaire. Le pays avait déjà annulé 90% de la dette alors que Raul Castro était encore président.

Découverte de fortes concentrations d'or et d'argent sur la Isla de la Juventud, à Cuba. Cette découverte a ravivé le débat sur l'exploitation des métaux précieux à Cuba, secteur sur lequel très peu d'information est mise à disposition par les autorités. Selon l'entreprise australienne Antilles Gold, chargée de l'exploitation du gisement, les études suggèrent que l'extraction sur les premières années pourrait atteindre

environ 800 000 tonnes de minerai, ce qui rendrait possible la production de 2,8 tonnes d'or onces équivalent or. A terme, l'entreprise pense pouvoir extraire plus de 34 tonnes d'or et 246 tonnes d'argent du gisement. Ce projet de prospection n'est pas le seul que l'entreprise mène à Cuba, elle compte développer ses activités dans plusieurs autres sites sur l'île. D'autres entreprises minières sont déjà présentes sur l'île, telle que la société publique GeoMinera qui exploite notamment un gisement dans la province de Las Tunas permettant l'exportation d'environ 60 kilos d'or par an, à un prix qui avoisine aujourd'hui les 59 000 USD/kg.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 20/10/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	554 604 <i>Décès : 6 895</i>	70,00% <i>(18/10)</i>
Cuba	940 127 <i>Décès : 8 114</i>	86,02% <i>(18/10)</i>
Guatemala	591 460 <i>Décès : 14 515</i>	28,03% <i>(19/10)</i>
Haïti	23 406 <i>Décès : 658</i>	0,64% <i>(15/10)</i>
Honduras	373 206 <i>Décès : 10 147</i>	34,99% <i>(15/10)</i>
Jamaïque	87 723 <i>Décès : 2 129</i>	19,22% <i>(19/10)</i>
Nicaragua	16 241 <i>Décès : 207</i>	10,03% <i>(08/10)</i>
Panama	470 855 <i>Décès : 7 300</i>	67,63% <i>(20/10)</i>
El Salvador	110 188 <i>Décès : 3 532</i>	65,15% <i>(18/10)</i>
République dominicaine	373 040 <i>Décès : 4 093</i>	58,88% <i>(19/10)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>